

Intervention colloque Marseille 14 Décembre 2017.

Mes chers Camarades,

Nous tenons, en premier lieu, mon camarade Karim et moi-même, à remercier chaleureusement les camarades de l'Union départementale CGT des Bouches du Rhône pour cette invitation.

Pour votre information, nous venons d'un petit état méconnu qui s'appelle Monaco. Non pas méconnu pour ses évènements mondains, mais bien méconnu pour les luttes qui y sont menées.

Car même si certains d'entre vous connaissent l'Union des Syndicats de Monaco que nous représentons ici aujourd'hui, beaucoup ont du mal à croire que nous y pratiquons un syndicalisme de lutte de classe. Quoi de plus normal en fait, il est difficile de s'imaginer dans un pays tel que celui-ci, une organisation syndicale pratiquant ce type de syndicalisme en voie de disparition.

Un pays de 2km carré ayant un PIB avoisinant les 7 milliard d'euros annuel ou le capitalisme y incarne toute sa splendeur, sans pudeur...

Un pays où les richesses créées par les salariés dépassent l'entendement et sont très mal réparties. Un pays où la monarchie exerce une politique ultralibérale sans partage, ni opposition au sein du Conseil National, le parlement équivalent à l'assemblée nationale en France.

Bref, vous l'avez compris, un pays où règne une jungle sociale où toute lutte y est clairement combattue.

Pourtant, avec les militants de l'Union des syndicats de Monaco, nous luttons avec humilité et détermination tous les jours contre cette oligarchie mise en place et cautionnée par l'Union Européenne.

Dans les faits, cela nous conduit régulièrement à des actions au niveau des professions (pétitions, arrêts de travail) et au niveau fédéral, à des actions interprofessionnelles (3 en 2 ans) rassemblant à chaque fois plus de 1500 travailleurs dans la rue et plus de 3000 grévistes dans les entreprises.

Le gouvernement et le patronat ne reste pas sans réaction face à ces luttes et en 2012, le gouvernement a réussi à créer une deuxième fédération syndicale ayant pour nom la F2SM.

L'objectif affirmé de cette fédération est clairement la concurrence en matière de division syndicale. Le but du gouvernement étant de détruire l'USM de l'intérieur en « recrutant » à l'intérieur de notre fédération pour la déstabiliser.

Vous l'avez compris, tout est fait pour faciliter la tâche à ce syndicat jaune notamment en lui octroyant des sièges dans certains organismes sociaux comme le tribunal du travail, le Conseil

économique et social et dans les comités de contrôle de nos caisses sociales et de retraite où ses représentants votent en faveur des propositions patronales et vont même parfois plus loin.

Concernant les ordonnances Macron en vigueur pour le moment en France, je dis pour le moment parce que le combat continue, nous participons de notre côté à toutes les initiatives de lutte mise en place par la CGT et à toutes les manifestations car à Monaco, bon nombre de celles-ci sont déjà en vigueur.

L'absence de grilles de salaires dans les professions, le licenciement sans motif, l'absence de statut dans la fonction publique Monégasque nous rendent particulièrement sensibles à ce que vivent nos camarades Français.

Et nous savons de source sûre, qu'avec ces ordonnances, d'autres reculs sociaux seront mis en place dans les années à venir.

À nous de faire prendre conscience aux travailleurs de ces dangers et de les amener à la convergence des luttes afin qu'un mouvement puissant mette fin à la régression sociale dont nous sommes victimes chacun dans nos pays respectifs.

Ne laissons pas les capitalistes remettre en cause d'un trait de plume ce que nous avons conquis avec du sang.

Enfin, vous dire que nous apportons bien naturellement notre soutien à toutes les organisations qui luttent en Europe et dans le monde aux côtés des travailleurs et que rien n'est plus important que la solidarité de classe et en ce sens, lors de notre prochain Congrès qui se tiendra en Avril prochain, une décision sera prise concernant notre appartenance à la confédération Européenne des Syndicats.

En effet, de notre point de vue, celle-ci n'est plus en adéquation avec notre pratique syndicale de lutte de classe.

Toujours de notre point de vue, il est inacceptable que cette confédération ne soit pas solidaire des luttes menées en France et en Europe par des syndicats combattifs.

Il n'est pas question ici de faire un procès à cette organisation, mais de constater des faits.

Un camarade que certains reconnaitrons disait :

La lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !

C'est dans cet esprit que fût fondé l'Union des Syndicats de Monaco et c'est dans esprit qu'elle continuera à exister.

Je vous remercie.